

À LA UNE

LIBAN - ÉNERGIE

Pétrole et gaz : ne pas vendre la peau de l'ours trop tôt...

Par Marisol RIFAI | mardi, avril 23, 2013



Vue de l'audience au Forum 2013 pour le pétrole et le gaz au Liban, à l'hôtel Four Seasons à Beyrouth.

publicitaires signées « le ministère de l'Énergie et de l'Eau », mettant en scène une mère de famille avec ses enfants ou bien de jeunes cadres dynamiques, visiblement heureux. Le slogan mis en avant ? « Nous ne quitterons pas notre pays grâce à l'avenir radieux que lui réservent ses ressources pétrolières. »

Il faut dire que depuis plusieurs mois, l'intérêt pour les découvertes de gaz et de pétrole offshore dans la zone économique exclusive (ZEE) libanaise est croissant et laisse le champ libre aux spéculations les plus folles. Quels sont les opportunités et les défis les plus importants à prendre en compte au cours des prochaines années ? Quelle politique énergétique appliquer ? Comment tirer au mieux profit de ces découvertes ? Nombreuses questions auxquelles le Forum 2013 pour le pétrole et le gaz au Liban, organisé par International Research Networks (IRN), a tenté de répondre. Étalaé sur deux jours et réunissant une centaine d'experts dans le secteur, de juristes et de hauts responsables de compagnies pétrolières mondiales, le forum s'est tenu à l'hôtel Four Seasons de Beyrouth, sous les auspices du député et président de la commission parlementaire des Travaux publics, de l'Énergie et de l'Eau, Mohammad Kabbani. Des représentants de plusieurs ambassades de pays producteurs de pétrole et de gaz dans le monde étaient également présents, pour partager leurs expériences.

Parmi eux, Svein Aass, l'ambassadeur de Norvège au Liban. « Nos deux pays ont en commun leur petit territoire, et à la découverte de nos ressources en hydrocarbures offshore il y a environ 40 ans, le pays n'avait encore aucune expérience », a indiqué M. Aass. « Mais dès le départ, le gouvernement a planté le décor, en se dotant d'un cadre législatif irréprochable, de nombreux outils d'accountability et de commissions de contrôle indépendantes et surtout d'un "fonds pétrolier", géré par la Banque centrale, et recevant l'ensemble des revenus liés au pétrole », a expliqué l'ambassadeur de Norvège. Aujourd'hui, le pays est le deuxième exportateur mondial de gaz et le sixième exportateur de pétrole. Ce secteur représente environ un tiers des recettes de l'État et quelque 150 000 personnes travaillent dans des entreprises en lien avec le pétrole. « La Norvège a fait le pari d'investir dans le capital humain pour assurer un développement et une compétitivité internationale à long terme », a poursuivi M. Aass, expliquant que les revenus du pétrole et du gaz qui ont été transférés au « fonds pétrolier » représentent aujourd'hui 130 % du PIB national et

Alors que le Liban annonçait la semaine dernière les résultats de la phase de préqualification pour les compagnies pétrolières, les experts du secteur mettent en garde contre les dangers de la « malédiction pétrolière ». En sillonnant les rues de Beyrouth, on peut apercevoir depuis plusieurs jours de grandes pancartes

« serviront aux générations futures ».

Éviter la « malédiction pétrolière »

L'ambassadeur de Norvège a conclu sa présentation avec trois précieux conseils. « Faites en sorte que les revenus pétroliers et gaziers soient entièrement mis au bénéfice de la population, en termes de santé, d'éducation et d'infrastructure. Diversifiez votre production nationale, ne vous appuyez jamais uniquement sur ce secteur car les prix sont aléatoires et les ressources épuisables. Et surtout, ne vendez pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué », a-t-il insisté.

Même son de cloche du côté de l'ambassadeur britannique au Liban, Tom Fletcher. « Cette découverte pourrait mener à la renaissance libanaise. Elle pourrait être la base d'une paix régionale. Mais elle pourrait également avoir les conséquences inverses, tout est une question de choix », a affirmé M. Fletcher, provoquant ainsi l'auditoire. Selon lui, il est temps que la société libanaise se pose ces trois questions : a-t-on le courage de coexister ? Le pays est-il capable d'avoir une véritable vision nationale ?

Comment être capable de contrôler l'État et de demander des comptes sur l'utilisation des revenus du secteur ? « Le Liban a tout à gagner à s'engager dans cette aventure, mais il a aussi tout à perdre s'il échoue à l'exploiter efficacement », a répété l'ambassadeur britannique à plusieurs reprises.

Ces inquiétudes, Carole Nakhlé, économiste spécialisée en énergie au Surrey Energy Economic Centre en Grande-Bretagne, les partage aussi. « Le Liban a opté pour un processus d'appel d'offres transparent et la phase de préqualifications s'est déroulée correctement, avec au total 46 compagnies pétrolières retenues », a-t-elle souligné. « Pourtant rien n'est encore joué et il serait prématuré de crier victoire avant la phase de présentation des offres et la signature des contrats », a-t-elle ajouté. « En Irak par exemple, pour des réserves en gaz qui représentent 1,7 % du total des réserves dans le monde et divisées en 12 blocs, 47 compagnies ont été préqualifiées, mais seules 11 d'entre elles ont présenté une offre pour quatre blocs », a indiqué l'économiste. Ainsi selon elle, il ne suffit pas pour un pays d'avoir des réserves importantes, d'autres critères, tout aussi importants, attirent ou rebutent les investisseurs, comme le cadre juridique et fiscal, le degré de difficulté de l'exploitation ou encore la situation politico-sécuritaire.

Interrogé par L'Orient-Le Jour à ce sujet, le député M. Kabbani est resté optimiste. « Compte tenu de l'évolution des discussions politiques, la démission du gouvernement ne devrait pas perturber les délais fixés pour les appels d'offres, a-t-il souligné, sauf si aucun accord n'est fixé d'ici à plusieurs semaines, alors oui, certains décrets qui requièrent la signature du Conseil des ministres seront retardés. » Mais nous y arriverons et nous créerons même notre propre compagnie pétrolière nationale, à l'image de la Middle East Airlines (MEA), détenue par l'État mais gérée par le secteur privé. La Norvège l'a fait il y a une dizaine d'années, pourquoi pas nous ?

Pour mémoire

Des géants mondiaux parmi les compagnies préqualifiées

De nouvelles réserves de pétrole découvertes au large du Liban